



## Déclaration CSA du 05.03.24

Monsieur le Directeur Académique,  
Mesdames et Messieurs les membres du CSA,

Nous nous associons au témoignage de soutien concernant notre collègue M. Charprenet.

### **Nous sommes inquiets...**

Nous sommes inquiets pour le budget récemment révisé pour notre Ministère. Le choix fou d'un gouvernement qui renonce aux dépenses tournées vers l'avenir et la jeunesse.

L'annonce a été soudaine et très surprenante : suite à des prévisions de croissance revues à la baisse par les institutions internationales, le gouvernement a mis en œuvre de manière très rapide une économie de 10 milliards d'euros sur 2024.

L'UNSA Éducation dénonce le signal très négatif envoyé par le gouvernement avec une baisse des crédits ministériels de 691 millions d'euros dans l'Éducation, Comment peut-on parler de priorités en renvoyant un message de coupe budgétaire d'une telle ampleur ?

De plus, le ministre de l'économie annonce des suppressions de postes dans l'éducation quelques semaines après celle de créations pour permettre la réalisation des mesures annoncées par le ministre de l'éducation nationale...devenu depuis, chef du gouvernement. On s'y perd.

C'est un signal négatif pour l'École alors que l'investissement public est plus que jamais nécessaire pour dépasser les défis de notre pays : inclusion, mixité sociale, transition écologique, transition numérique, revalorisation des personnels et attractivité des métiers pour les plus marquants.

L'UNSA Éducation dénonce la baisse des crédits consacrés à la transition écologique, qui devaient permettre, enfin, de lancer la rénovation du bâti scolaire. L'UNSA Éducation questionne la politique de l'immédiat mené par le gouvernement qui regarde l'éducation par le petit bout de la lorgnette, là où les transitions de notre société nécessitent des choix forts, des investissements lourds et des choix politiques durables.

Tous ces éléments viennent accroître les problématiques de notre métier : conditions d'exercice dégradées avec un public de plus en plus hétérogène, des élèves qui restent « sur le bord de la route » faute de place dans des structures adaptées (Ulis, IME, ITEP...). Nous sommes inquiets de constater l'augmentation du nombre de personnels en souffrance, avec des ruptures conventionnelles, des démissions, des congés maladies qui ne cessent d'augmenter... auxquelles s'ajoute la chute du nombre de candidats au CRPE.

Dans le 1<sup>er</sup> degré, pour notre département, la dotation négative en emplois de moins 21 postes accentue les difficultés de fonctionnement du service public d'éducation.

Nous avons pris note des modifications effectuées suite au groupe de travail du 15 février.

Les écoles connaissent des besoins importants en termes de carte scolaire mais pas seulement en ouvertures et fermetures de classes : la présence d'enseignants spécialisés pour répondre aux besoins éducatifs particuliers toujours plus prégnants, les moyens de remplacement notamment pour la formation initiale et continue ou temps dévolu à la direction d'école sont indispensables au bon fonctionnement de nos écoles. Sur le point de la direction d'école, l'effort engagé sur certaines circonscriptions pour assurer les temps de décharge des petites écoles mérite d'être généralisé.

L'Unsa Education salue les efforts déployés pour la création de postes d'appui, pédagogique ou de direction.

Néanmoins, il nous semble important de revoir à nouveau certaines situations d'école notamment par le prisme de la ruralité, de l'inclusion et de répartitions qui restent problématiques sur certains sites, en particulier sur les classes charnières de GS et de CP.

Pour finir, nous espérons l'aboutissement de la réflexion engagée sur le bâti scolaire et la sectorisation à Poitiers.

Nous vous remercions pour votre écoute,

Les élu.e.s Unsa Education de la Vienne